

539459-2026 - Mise en concurrence

France – Développement d'accords de niveau de service – D€ - Achats des Hardware Security Modules pour le Digital Euro

OJ S 148/2026 04/08/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: BANQUE DE FRANCE

Adresse électronique: achats_informatiques@banquefrance.fr

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Affaires économiques

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: D€ - Achats des Hardware Security Modules pour le Digital Euro

Description: L'Accord-Cadre a pour objet de permettre à la Banque de France d'acquérir des Hardware Security Modules pour le Digital Euro

Identifiant de la procédure: 1606d9b8-2aed-4105-a589-44104fde00d1

Identifiant interne: AE20260016 - DAF_2026_000142

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 72591000 Développement d'accords de niveau de service

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

2.1.3. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 1 500 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 1 800 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: Les candidats peuvent télécharger sur la plateforme de dématérialisation des achats de la Banque de France le dossier de consultation via le site : <https://achats-banquedefrance.safetender.com/>. Attention: lors du téléchargement du dossier de consultation sur le profil acheteur de la Banque de France, ils ne sont pas obligés de s'identifier. Mais s'ils ne procèdent pas à cette formalité, ils ne sont pas avertis par le profil acheteur de la Banque de France des éventuelles modifications opérés dans le cadre de l'appel d'offres, et ils ne reçoivent pas les réponses aux questions. En cas de problèmes techniques ou pour toutes éventuelles questions concernant le profil acheteur de la Banque de France, le service support est joignable aux coordonnées suivantes : Tél : +33 (0) 825 00 13

26 (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00) Courriel :support@safetender.com. Le candidat peut demander tout renseignement qu'il jugerait nécessaire au cours de l'établissement de sa candidature via le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante : <https://achats-banquedefrance.safetender.com/>. Chaque candidat est tenu de signaler, selon les modalités prévues pour les questions, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces du présent avis. À défaut de les avoir signalées, les candidats sont réputés admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences et règles de sélection posées par le présent avis au titre des candidatures.

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Manquement à des obligations liées à des motifs d'exclusion purement nationaux: Les exclusions de plein droit • Condamnations définitives prévues par l'article L. 2141-1 du code de la commande publique, • Défaut de régularité fiscale et sociale prévue par l'article L. 2141-2 du code de la commande publique, • Liquidation judiciaire, faillite personnelle, redressement judiciaire, prévus par l'article L. 2141-3 du code de la commande publique, • Sanctions relatives au droit du travail (travail dissimulé, marchandage, prêt de main d'œuvre illicite, emploi d'un étranger non muni du titre l'autorisant à exercer une activité salariée en France, recours aux services d'un employeur d'un étranger non autorisé à travailler, méconnaissance de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, discrimination) prévues à l'article L. 2141-4 du code de la commande publique, • Mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prévue à l'article L. 2141-5 du code de la commande publique. Les exclusions à l'appréciation de l'acheteur (articles L. 2141-7 et s. du code de la commande publique) • Article L. 2141-7 du code de la commande publique : versement de dommages-intérêts, résiliation, manquement grave aux obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur. • Article L. 2141-7-1 du code de la commande publique : manquement à l'obligation de fournir un plan de vigilance et, à partir du 01/01/2026, manquement à l'obligation de publication des informations en matière de durabilité. • Article L. 2141-7-2 du code de la commande publique : manquement à l'obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre. • Article L. 2141-8 du code de la commande publique : influence sur le processus décisionnel, informations confidentielles et avantage indu, informations trompeuses, participation préalable à la préparation de la procédure, accès à des informations particulières. • Article L. 2141-9 du code de la commande publique : entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence. • Article L. 2141-10 du code de la commande publique : situation de conflit d'intérêts.

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: D€ - Achats des Hardware Security Modules pour le Digital Euro

Description: L'Accord-Cadre a pour objet de permettre à la Banque de France d'acquérir des Hardware Security Modules pour le Digital Euro

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 72591000 Développement d'accords de niveau de service

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 1

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:

Nombre minimal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 3

Nombre maximal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 3

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains candidats peuvent être éliminés

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://achats-banquedefrance.safetender.com/>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://achats-banquedefrance.safetender.com/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 14/09/2026 14:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 3

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Introduction des recours • Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative, pouvant être exercé jusqu'à la signature du marché ; • Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ; • Recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ; • Référé-suspension (article L. 521-1 du CJA) ouvert aux tiers au contrat et exercé en parallèle d'un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ; • Recours en excès de pouvoir contre les actes détachables ou les clauses réglementaires du contrat. Ce recours doit être exercé dans les délais prévus à l'article R. 421.1 du CJA ; • Référé en matière de secret des affaires prévu à l'article R. 557-3 du CJA, en cas d'atteinte au secret des affaires et à tout moment de la procédure de passation.

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: BANQUE DE FRANCE

Numéro d'enregistrement: B57210489100013

Département: Direction des Achats

Adresse postale: 39 rue Croix des Petits Champs

Ville: Paris Cedex 01

Code postal: 75049

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Point de contact: Service des Achats Informatiques

Adresse électronique: achats_informatiques@banquefrance.fr

Téléphone: +33 1 73 03 34 04

Adresse internet: <https://www.banque-france.fr>

Adresse URL pour l'échange d'informations: <https://achats-banquedefrance.safetender.com/>

Profil de l'acheteur: <https://achats-banquedefrance.safetender.com/>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal administratif

Numéro d'enregistrement: 17750005500013

Adresse postale: 7 rue de Jouy

Ville: Paris Cedex 04

Code postal: 75181

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Point de contact: <http://paris.tribunaladministratif.fr>

Adresse électronique: greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone: +33144594400

Télécopieur: +33144594646

Adresse internet: <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

8.1. ORG-0000

Nom officiel: Publications Office of the European Union

Numéro d'enregistrement: PUBL

Ville: Luxembourg

Code postal: 2417

Subdivision pays (NUTS): Luxembourg (LU000)

Pays: Luxembourg

Adresse électronique: ted@publications.europa.eu

Téléphone: +352 29291

Adresse internet: <https://op.europa.eu>

Rôles de cette organisation:

TED eSender

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 9ab88ef1-4b97-4319-b1cb-9a263d26499b - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 31/07/2026 13:22:43 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 539459-2026

Numéro de publication au JO S: 148/2026

Date de publication: 04/08/2026